

**CONVENTION PLURIANNUELLE DE PARTENARIAT 2022-2024**  
RELATIVE AU SOUTIEN DES ACTIVITÉS DE LA CHAIRE « TERRITOIRES ET  
MUTATIONS DE L'ACTION PUBLIQUE » DE SCIENCES PO RENNES

Entre

**Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille-et-Vilaine**, situé 1, avenue de  
Tizé, CS 13600, 35 236 THORIGNÉ-FOUILLARD Cedex 1

Représenté par sa Présidente, Chantal PÉTARD-VOISIN,

Ci-après dénommé « le CDG 35 »,

D'une part,

Et

**L'Institut d'Études Politiques de Rennes**, situé au 104, boulevard de la Duchesse Anne - 35000  
RENNES,

Représenté par son Directeur, Pablo DIAZ,

Ci-après dénommé « l'Institut d'études politiques de Rennes », « l'IEP » ou « le bénéficiaire »,

D'autre part,

**Il est convenu ce qui suit :**

### **Préambule**

Depuis le milieu des années 1990, Sciences-Po Rennes abrite une équipe de chercheurs dont les travaux ont pour point commun de s'intéresser aux dimensions territoriales de l'action publique, plus particulièrement à l'articulation entre les différents niveaux territoriaux de l'action publique.

Toute une série de travaux s'attache à analyser le nouveau rôle des acteurs territoriaux dans la régulation d'un ensemble de problèmes publics à l'échelle européenne. Entrepris depuis vingt ans, ces travaux couvrent l'ensemble des échelons territoriaux (intercommunalités, départements, régions, administration centrales, politiques de l'Union européenne). Que ce soit en termes de comparaison entre des territoires d'un même État ou de comparaison entre des territoires d'États différents, l'angle comparatif est privilégié pour la compréhension des transformations de l'action publique territoriale.

Sciences-Po Rennes offre le cadre d'une grande école pluridisciplinaire où il est aisé de croiser les regards du droit public, de la géographie sociale, de la démographie, des sciences de gestion ou des sciences économiques. Cette ouverture est d'ailleurs déjà à l'œuvre dans plusieurs Masters de Sciences-Po Rennes, en formation initiale ou continue, au sein desquels les étudiants réalisent des mémoires et des modules projet dont les thématiques s'inscrivent au cœur des enjeux de l'action publique territoriale.

L'Institut d'études politiques de Rennes a décidé de créer, en 2015, une chaire intitulée « territoires et mutations de l'action publique » et réunissant, notamment, le monde de la recherche et les collectivités. Les travaux s'articuleront autour de l'analyse des relations entre territoires et action publique. La Chaire permettra de rendre davantage accessibles les travaux de recherche menés sur ces sujets et d'analyser les expérimentations qui, en Bretagne et dans l'Ouest, progressivement, se mettent en place.

Cette chaire entend donc s'appuyer sur ce qui fait la richesse du label « Sciences Po » en terme d'apports pluridisciplinaires (sciences politique, économie, droit, histoire, sciences de gestion) pour enrichir les débats, croiser les regards, donner du sens à un monde territorial qui bouge.

La création de la Chaire « territoires et mutations de l'action publique » s'inscrit dans le contexte de la réforme territoriale et des débats qu'elle suscite, des perspectives qu'elle ouvre. Les acteurs bretons sont mobilisés autour des enjeux de la décentralisation qui appellent des réflexions collectives. Enfin, quel que soit le cadre législatif et dans un contexte budgétaire contraint, le défi de la modernisation de l'action publique est un défi et un enjeu de démocratie locale.

Le CDG 35 est particulièrement sensible à l'approche développée par l'IEP, notamment dans son action d'appui à la réflexion relative à l'impact de la décentralisation sur le management et les conditions d'exercice des missions territoriales. Il partage les problématiques identifiées et est convaincu de l'importance des éclairages et contributions du monde universitaire qui émergeront des travaux menés au sein de la Chaire « territoires et mutations de l'action publique ». C'est pourquoi, il souhaite être partie prenante de la chaire en renouvelant son soutien en tant que partenaire.

## **Article 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières d'un partenariat entre les deux parties dans le cadre de la chaire « territoires et mutations de l'action publique » pour les années civiles 2022, 2023 et 2024.

## **Article 2 : Nature des réalisations**

Dans le cadre du partenariat, les actions ci-dessous seront mises en œuvre conjointement entre les 2 parties :

- Participation à la construction du programme annuel ;
- Contribution éventuelle aux enseignements déployés dans le cadre de la Chaire ;
- Recherche et mobilisation d'intervenants ;
- Participation aux réunions préparatoires selon un format de comité d'organisation restreint ;
- Préparation conjointe des documents de communication ;
- Co-animation éventuelle de séminaire et participation à des tables-rondes ;
- Diffusion des informations et des invitations auprès du partenaire et de l'IEP ;
- Accueil d'étudiants en stages, en modules –projets sur des thématiques intéressant le Département.

### **Article 3 : Participation financière du Département**

Le CDG 35 s'engage à verser à l'IEP une contribution annuelle de **7500 €** pour les années civiles 2022, 2023 et 2024, pour les travaux de la chaire, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires à son budget, de la validation du programme annuel et du budget associé présentés par le bénéficiaire.

### **Article 4 : Engagement de l'IEP**

L'IEP s'engage à :

- Faciliter, à tout moment, le contrôle de la réalisation des actions financées, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile,
- Informer en cas de retard pris dans l'exécution de la convention,
- Communiquer, chaque année, une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité,
- Informer des modifications intervenues dans les statuts de la Chaire.

### **Article 5 : Diffusion et Communication**

Les parties s'engagent à mentionner explicitement le partenariat constitué lors de toutes les actions de communication organisées en lien avec la chaire. Les logos des 2 parties seront apposés sur tous les supports de communication et de valorisation utilisés. Les relations presse seront assurées conjointement par les partenaires.

### **Article 6 : Modalités d'exécution de la participation financière du partenaire**

La subvention sera versée annuellement. Les virements seront effectués sur le compte n° 10071 35000 00001005017 22 - Banque TP RENNES.

### **Article 7 : Conditions d'utilisation de la participation financière**

L'IEP s'engage à utiliser la subvention pour la seule réalisation des actions décrites à l'article 2 pour laquelle la subvention est octroyée.

### **Article 8 : Durée**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par l'ensemble des parties. Elle est conclue pour une durée de 3 ans. Elle est valable pour les années civiles 2022, 2023 et 2024. Après évaluation, les parties pourront convenir de conclure une nouvelle convention de partenariat.

## **Article 9 : Modification, dénonciation, résiliation et litiges**

Toute modification des termes de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention. Les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour honorer leurs engagements respectifs.

Néanmoins, les parties peuvent renoncer à tout moment à l'exécution de la présente convention. La résiliation doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prendra effet au terme d'un préavis écrit de 30 jours qui court à compter de la réception de la lettre. La résiliation pourra également intervenir en cas de non-respect des obligations contractuelles par l'une des parties. La résiliation prendra effet à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la réception par la partie fautive d'une lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

En cas de désaccord, le dialogue sera privilégié y compris par l'appel à la médiation d'une tierce institution. En cas de désaccord persistant, il sera fait appel au tribunal administratif de Rennes.

## **Article 10 : Exécution de la convention**

Le représentant du partenaire et le bénéficiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires originaux,  
À Rennes, le 9 novembre 2022

Pour l'Institut d'Études Politiques de Rennes

Pour le CDG 35

**Pablo DIAZ,**  
**Directeur de l'Institut d'Études**  
**Politiques de Rennes**



**Chantal PÉTARD-VOISIN,**  
**Présidente du Centre de Gestion de la**  
**Fonction Publique Territoriale d'Ille-et-Vilaine**



**L.Z.**